



## INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°23

### LES CARACTÈRES DU DROIT DE L'UE

Le droit de l'Union européenne s'impose de trois manières différentes dans le droit national des Etats membres :

- Il est prioritaire
- Il a un effet direct
- Il a un effet immédiat

#### **La primauté du droit européen sur le droit national**

Le droit de l'Union européenne prime sur le droit national, ce qui signifie que lors d'une divergence entre une norme européenne et une norme nationale, c'est la seconde qui est écartée au profit de la première (quelle que ce soit l'antériorité de l'une par rapport à l'autre).

D'un point de vue européen, ce principe est consacré par la Cour de Justice de l'UE depuis 1964 (arrêt Costa contre ENEL) et confirmé en 1978 (arrêt Simmenthal). D'un point de vue français, cette subordination est entérinée par la Cour de cassation en 1975 (arrêt Jacques Vabre) et par le Conseil d'Etat en 1989 (arrêt Nicolo).

#### **Hiérarchie des normes : Constitution *versus* Union européenne**

La Cour de Justice de l'UE considère que la primauté du droit européen sur le droit national s'applique également au domaine constitutionnel depuis 1970 (arrêt Internationale Handelsgesellschaft).

Mais la doctrine française convient que les traités européens n'ont une autorité juridique interne qu'en vertu de l'article 55 de la Constitution, ce qui signifie que le droit de l'Union européenne est inférieur au droit constitutionnel dans la hiérarchie des normes...

## **L'applicabilité directe du droit européen dans le droit national**

Une norme européenne peut avoir un effet juridique direct en droit interne, créant ainsi des droits et/ou des obligations aux particuliers comme aux institutions, qui sont alors légitimes à l'invoquer devant un juge national. Mais cette applicabilité directe n'est pas automatique, la norme européenne devant répondre à trois critères cumulatifs :

- Elle doit être claire, ce qui signifie qu'elle ne doit pas laisser de doute sur son contenu et sa portée dans sa formulation
- Elle doit être inconditionnelle, ce qui signifie que son application ne doit pas être subordonnée à des conditions particulières
- Elle doit être auto-exécutoire, ce qui signifie qu'elle doit se suffire à elle-même et que sa mise en œuvre ne doit pas nécessiter l'adoption d'un acte ultérieur

### **Effet direct... vertical ou horizontal ?**

A noter qu'en raison de leur contenu, les directives ne peuvent avoir qu'un effet direct dit « vertical », c'est-à-dire qu'elles ne peuvent être invoquées par un particulier qu'à l'encontre d'un Etat membre. A l'inverse, les règlements peuvent avoir un effet direct dit « horizontal », c'est-à-dire invoqués par un particulier à l'encontre d'un autre particulier.

## **L'applicabilité immédiate du droit européen dans le droit national**

Une norme européenne n'a pas besoin d'une transposition interne par le biais d'une loi nationale pour être appliquée dans l'ordre juridique des Etats membres : la théorie du « monisme constitutionnel » prévoit qu'elle s'y intègre automatiquement dès qu'elle est publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* ou notifiée à ses destinataires.

En effet, même si une directive doit être transposée en droit interne, cela ne signifie pas qu'elle n'a pas d'effet immédiat : la transposition n'est pas destinée à introduire la norme européenne dans le droit national mais à fixer concrètement les moyens pour atteindre les objectifs fixés par la directive (de la même façon qu'une loi nationale est mise en œuvre par des actes réglementaires).